

Energie verte

Le propre de la compétitivité

 Publié le : 30.10.2009 | 15h02

«Les nouveaux défis énergétiques» en conférence initiée par la Fédération de l'énergie - CGEM, exercice de prospective arrimé à une unanimité : la création de richesse doit s'inscrire dans une stratégie de développement durable.

Une devise que le Maroc fait sienne avec la Charte de l'environnement et DD. Le pays passe au vert et se doit d'améliorer son efficacité énergétique et sa compétitivité verte. Carte maitresse en ER à CMT et effet diplomatique en électronucléaire à MLT font bon scénario...

Ce jeudi encore, le Conseil de gouvernement devait examiner un projet de loi portant sur l'efficacité énergétique. Un enjeu majeur. Pour le président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), Mohamed Horani, c'est «oser adopter des lois et réformes appropriées nécessaires à l'accompagnement de notre secteur énergétique » : organisation du secteur électrique, refonte du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), code gazier, restructuration ONE, ...Le monde est confronté à une triple crise: de capacité, climatique et économique, affirme Moulay Abdallah Alaoui, président de la Fédération de l'énergie. Les émissions de CO2 ont atteint 31,6 milliards de tonnes dans le monde en 2008, issues des combustibles fossiles et des productions cimentières.

La Conférence de l'ONU sur le climat, ce mois de décembre à Copenhague, donne des ailes aux concepteurs de l'« écorévolution » : à défaut de concrétiser leurs objectifs, ils sont enfin entendus.

Taoufik Mouline, directeur général de l'Institut royal des études stratégiques (IRES), rappelle l'importance de l'investissement américain et européen en économie verte et les créations d'emplois conséquentes. S'agissant des changements climatiques, le Maroc, pays aride à plus de 80%, en subit les effets, affirme Mouline, soulignant que leur menace s'amplifierait à défaut de mesures efficaces. Il nuance que les températures augmenteraient en côtes atlantiques de 2 à 3 degrés et à l'intérieur du pays de 5 à 6 degrés. Pour y faire face : intégration de la dimension environnementale dans les politiques à travers une approche croisée dans les stratégies sectorielles, engagement dans les colonies vertes, renforcement de l'ancrage régional du Maroc à l'Union européenne pour tirer profit des économies vertes ou encore penser au littoral (3.600 km de côtes) qui subit la forte pression des investisseurs, de l'urbanisation et du développement du tourisme, piste Mouline.

Toutefois, le pays devra « consolider l'option stratégique d'économie verte », nécessairement à travers « la territorialisation des politiques ». L'approche étant «une alternative pour le respect de l'environnement, sans porter atteinte à la croissance économique». Un meilleur usage des ALE passe aussi par la production et l'export des énergies vertes, estime Mouline. La création de richesse doit concilier développement durable et cohésion sociale, conclut-il. Une ambition qui se nourrit par l'échange et le partage, notamment entre pays, d'autant dans une logique d'intégration régionale. L'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME) regroupe tous les acteurs du bassin. Pedro Moraleta, son directeur général, dresse le panorama énergétique régional. La demande globale des pays méditerranéens doublerait entre 1990 et 2030. Les ER augmenteront

le plus leur participation à l'offre. La rive Sud, doublant sa production, sera plus prête de l'équilibre dans ses marchés. La demande au Nord s'accroîtra d'environ 16%. Trois scénarios d'intensité énergétique (demande par unités PIB) : de base, tendanciel et alternatif.

L'impact environnemental

Le Maroc qui s'inscrit en approche proactive devrait peser davantage en finalisation des investissements « sud » avec des financements nordiques : le Plan solaire méditerranéen (PSM) et l'initiative Desertec (400 milliards d'euros) à laquelle participe le Maroc, confirme la ministre de l'Energie, des mines de l'eau et de l'environnement (EMEE), Amina Benkhadra, en clôture de cette journée, notant que l'essor des ER reste pour le moment « tributaire de la volonté politique des Etats, du fait que les coûts d'investissement et de production des énergies vertes demeurent encore élevés comparativement aux combustibles classiques ». Le secteur énergétique national tire son potentiel de la croissance de contribution des ER (éolien et solaire) et de l'hydroélectrique, l'enjeu étant de transformer le secteur en opportunités d'avenir créatrices d'emplois, observe toujours le directeur de l'OME.

L'initiative de ce dernier pour le PSM relève le défi d'approvisionnement énergétique et limite l'impact environnemental des usages énergétiques, des problèmes qui empêchent la création d'un marché intérieur énergétique régional unique. D'où la multitude d'approches en politiques nationales énergétiques.

Taoufik Adyel, chef de la division des études économiques et juridiques au ministère EMEE, en a nuancé celles territoriale et programmatique. Actuellement, le Maroc enregistre des pertes d'énergie supérieures à 10% (environ 6% en Jordanie et en Tunisie). Pour les énergies renouvelables, il rappelle qu'elles feront 15 à 20% du bilan énergétique du Maroc à l'horizon 2020.

Quant à Sophie Meritet, chercheuse au Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières - maître de conférences à l'Université Paris-Dauphine, son intervention a porté sur « la diversité des politiques énergétiques face aux défis à relever ». Elle énumère 4 caractéristiques des politiques énergétiques (économique, politique, sociale et militaire) et 4 composantes (institutionnelle, l'offre, la demande et internationale). L'énergie étant un facteur de compétitivité des nations, qui implique des arbitrages entre les considérations nationales et internationales afin de sécuriser les approvisionnements stratégiques.

Dans un contexte de changement climatique, Sophie Meritet cite l'exemplarité de la politique française « orientée nucléaire et celle brésilienne « innovante » de part l'usage du bioéthanol.

L'investissement « vert » est primordial dans le traitement de la problématique énergétique globale, d'autant que le prix directeur reste celui du pétrole.

Antenne INES au Maroc

* Les nouvelles technologies de l'énergie au Commissariat à l'énergie atomique:

- Transports innovants électriques
- Bâtiments à énergie positive
- Nanomatériaux pour l'énergie

* INES-CDER

L'Institut national de l'énergie solaire (INES-France) ouvrira bientôt une antenne au Maroc avec le CDER.

* Prayon

- Leader mondial dans la chimie des phosphates établi en Belgique

- L'OCP étant l'actionnaire de référence
 - Développement des batteries pour équiper les voitures de demain.
 - "Phosphate de fer lithié dopé au Bore", élément le plus à même d'équiper les batteries au lithium destinées à ces voitures et dès lors de constituer l'alternative idéale aux énergies fossiles.
-

Les paramètres d'une équation

L'équation de la politique énergétique a pour déterminants des ressources stables (sécurisées) et des prix abordables (une notion qui se relativise d'un pays à l'autre), facteurs de compétitivité de la nation et des entreprises. Pour les non exportateurs, le niveau d'importation se conjugue aux orientations sectorielles économiques. Accroître l'efficacité énergétique passe alors par la limitation de la consommation (demande). Entre pays importateurs et exportateurs d'énergies, priment des intérêts liés à la sécurité de la demande et la sécurisation des débouchés.

En France, la fiscalité paramètre la politique énergétique, soutenue par un partage des rôles entre public et privé. La politique de l'offre nuance entre « Supply » et diversification. La demande est donc aux frontières de l'intelligence économique. Le bouquet énergétique devrait tenir compte du coût social de chaque filière.

Par Réda Bennis | LE MATIN

Imprimer cet article

Fermer